



Numéro PPQ/6919

vendredi 5 septembre 2014

Les grands titres:

- L'ONU appelle à la mobilisation mondiale pour stopper Ebola dans six à neuf mois
- Ukraine : le chef de l'ONU se félicite de l'annonce d'un cessez-le-feu
- Journée de la charité : Ban Ki-moon appelle à donner
- Iraq : l'envoyé de l'ONU appelle à la formation rapide d'un gouvernement
- Soudan : l'ONU salue le projet d'un dialogue national pour arriver à une paix durable
- A l'occasion de la Coupe du monde de rugby, le PAM va sensibiliser le public sur la faim
- UNESCO : 10 ans après la catastrophe de 2004, exercice d'alerte au tsunami dans l'océan Indien

L'ONU appelle à la mobilisation mondiale pour stopper Ebola dans six à neuf mois



5 septembre - A l'issue d'une réunion de haut-niveau de dirigeants et d'experts du système des Nations Unies sur l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé vendredi à la mobilisation internationale pour stopper la transmission de la maladie dans six à neuf mois.

« Les prochaines semaines seront cruciales. Les populations de Guinée, du Libéria et de Sierra Leone en particulier attendent de nous un soutien. Elles comptent sur nous pour une augmentation massive de l'assistance : davantage de médecins, d'infirmières et de lits, davantage d'équipements, de camions et d'autres véhicules », a dit M. Ban lors d'un point de presse à l'issue de cette réunion au siège de l'ONU à New York.

La Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Margaret Chan, et le Coordonnateur spécial du système des Nations Unies pour Ebola, le Dr David Nabarro, étaient présents à cette réunion. Le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, et d'autres responsables d'agences, de fonds et de programmes onusiens y ont également participé par téléconférence.

« L'objectif est d'arrêter la transmission d'Ebola dans les pays affectés dans six à neuf mois et d'empêcher la propagation internationale du virus. Cela peut être fait s'il y a une mobilisation, qui est urgente et nécessaire, dans les pays affectés et de la part de la communauté internationale », a souligné le Secrétaire général.

Il a appelé la communauté internationale à contribuer à la feuille de route établie par l'OMS pour lutter contre l'épidémie et à fournir les 600 millions de dollars nécessaires pour des fournitures en Afrique de l'Ouest. Il a jugé nécessaire des contributions venant des gouvernements, du secteur privé, des institutions financières et des organisations non gouvernementales. Lors de la réunion, il a été décidé d'établir un Centre de crise Ebola pour une meilleure synergie et une plus grande efficacité des efforts des nombreux partenaires au sein de l'ONU et en dehors.

« Le nombre de cas augmente de manière exponentielle. La maladie se propage bien plus rapidement que l'intervention. Les gens sont de plus en plus frustrés que la maladie ne soit pas sous contrôle », a souligné M. Ban.



Au 31 août 2014, le nombre de cas d'Ebola en Afrique de l'Ouest s'élevait à 3407 et le nombre de décès à 1848, selon l'OMS. La majorité des cas et des décès ont été signalés dans trois pays : la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Le Nigéria compte 21 cas et 7 décès. Et le Sénégal a désormais un cas confirmé d'Ebola.

Ban Ki-moon a appelé les compagnies aériennes et maritimes à ne pas annuler leurs vols et amarrages dans les pays affectés. « Interdire les vols et les services maritimes n'empêchera pas Ebola de se propager, mais cela empêchera les équipes médicales d'atteindre les gens qui en ont le plus besoin », a-t-il dit. « La stigmatisation et les rumeurs peuvent faire autant de dégâts que le virus lui-même. »

Le Secrétaire général a souligné qu'il était crucial de se rappeler qu'Ebola pouvait être évité et contrôlé. Cela a été fait ailleurs par le passé. « Et nous pouvons le faire aujourd'hui aussi. Nous savons ce qu'il faut faire et ce qui doit être fait », a-t-il dit.

A Genève, à l'issue d'une réunion d'experts de deux jours organisée par l'OMS, l'agence onusienne a décidé vendredi d'autoriser des thérapies à base de sang et des sérums de convalescence pour lutter contre Ebola dans les pays touchés.

Au début du mois d'août, un groupe d'experts convoqué par l'OMS avait conclu que, dans les circonstances particulières de cette épidémie et sous réserve que certaines conditions soient remplies, il était conforme à l'éthique de proposer des interventions n'ayant pas encore fait leurs preuves en tant que traitements ou prophylaxies potentiels de l'infection.

Ukraine : le chef de l'ONU se félicite de l'annonce d'un cessez-le-feu



5 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité vendredi que les consultations entre le Groupe de contact et des représentants des groupes armés aient abouti à un accord de cessez-le-feu en Ukraine.

« Il se félicite également que les récentes discussions entre les Présidents de l'Ukraine et de la Russie aient joué un rôle dans la percée d'aujourd'hui et encourage vivement la poursuite de ces contacts », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général souligne qu'une surveillance et une vérification crédibles et complètes sont essentielles pour la mise en œuvre réussie de l'accord de cessez-le-feu et du plan de paix. Il encourage tous ceux qui sont impliqués dans cet accord à afficher leur bonne volonté et à prendre des mesures concrètes en vue de sa mise en œuvre rapide, complète et efficace », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon appelle aussi « la communauté internationale à soutenir ces accords pour servir les intérêts d'une paix durable basée sur une solution qui conduit au plein respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine. La cessation des hostilités permettra en outre à l'ONU et à d'autres acteurs humanitaires de la communauté internationale de fournir une assistance humanitaire et tout autre appui nécessaire aux zones affectées. »

« Le Secrétaire général réaffirme qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise en Ukraine. Il affirme avec force qu'il est temps de mettre fin à ce conflit dévastateur une fois pour toutes, d'arrêter l'effusion de sang et de commencer à reconstruire les communautés et les moyens de subsistance dans une Ukraine sûre, stable et souveraine. Il offre l'entier soutien de l'ONU aux efforts déployés dans ce sens, le cas échéant et à la demande des parties », a encore dit le porte-parole.

Selon la presse, le Président ukrainien, Petro Porochenko, a ordonné à son armée de cesser les hostilités dans l'est du pays à partir 18h00 heure locale, vendredi 5 septembre. Cette annonce fait suite à la signature à Minsk, un peu plus tôt, d'un « protocole préliminaire » en douze points avec les séparatistes armés en guerre contre les forces de Kiev depuis cinq mois.

Journée de la charité : Ban Ki-moon appelle à donner



Le PAM fournit des repas scolaires au Mali. Photo: PAM/Daouda Guirou (Photo d'archive)

5 septembre - A l'occasion de la Journée internationale de la charité qui est célébrée le 5 septembre, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé à donner, rappelant que dans un contexte de contraintes budgétaires, la charité joue un rôle complémentaire important.

Il s'agit de la deuxième édition de cette Journée, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'initiative de la Mission permanente de la Hongrie et qui coïncide avec l'anniversaire de la mort de Mère Teresa.

« La charité joue un rôle fondamental dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies et des organismes du système. Elle peut se présenter sous de nombreuses formes : don de temps ou de savoir-faire ou tout simplement contributions financières ou en nature faits par les particuliers, des entreprises ou des organisations philanthropiques. Dans tous les cas, ce geste généreux, bienveillant et désintéressé peut permettre d'améliorer considérablement la condition humaine », déclare M. Ban dans un message à cette occasion.

« Dans ce contexte de contraintes budgétaires, la charité joue un rôle d'autant plus important dans les efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et mettre en œuvre ce qui sera, nous l'espérons, un programme de développement ambitieux pour l'après-2015. Si elle ne peut pas être considérée comme une solution de remplacement ou de substitution aux dépenses publiques, la charité joue un rôle complémentaire essentiel », a-t-il ajouté.

« En cette journée internationale, je demande à tous, partout dans le monde, de suivre l'instinct charitable qui se trouve en chacun d'entre nous : commencez à donner, et ne vous arrêtez pas », a dit le Secrétaire général.

Iraq : l'envoyé de l'ONU appelle à la formation rapide d'un gouvernement



5 septembre - Alors qu'approche l'échéance fixée par la Constitution pour former le gouvernement en Iraq, le Représentant spécial du Secrétaire général, Nickolay Mladenov, a encouragé vendredi tous les partis politiques irakiens à finaliser rapidement les négociations sur le programme et l'équipe de gouvernement dans un esprit de compromis.

« J'encourage les dirigeants politiques irakiens à finaliser le processus de formation du gouvernement avant l'échéance constitutionnelle, et à garantir une représentation juste des femmes et des communautés minoritaires dans le nouveau gouvernement », a dit M.

Mladenov. « Former un nouveau gouvernement inclusif qui a un large soutien national est crucial pour l'avenir du pays. »

M. Mladenov a aussi souligné « qu'aucun des défis politiques, sociaux et sécuritaires auxquels le pays est confronté ne peut être résolu sans une nouvelle administration qui puisse rassembler le pays, et sans un soutien international durable face à la menace que fait peser l'EIIL. »

« Aujourd'hui, le monde observe l'Iraq et se tient prêt à apporter un soutien immédiat au nouveau gouvernement dans ses efforts pour répondre aux défis à venir », a encore dit l'envoyé de l'ONU.

De son côté, le Directeur du bureau de l'UNESCO pour l'Iraq, Axel Plathe, a fermement condamné vendredi l'attaque à la bombe qui a visé la maison du journaliste Maytham Al-Shibani dans la province de Diwaniyah. Il a appelé à des mesures efficaces pour garantir la sécurité des professionnels des médias en Iraq.

Selon des informations des forces de sécurité et parues dans les médias, la maison du journaliste d'Al-Hurra a été partiellement détruite à la suite d'une attaque à la bombe le 1er septembre. Il n'y a pas eu de victimes.

Soudan : l'ONU salue le projet d'un dialogue national pour arriver à une paix durable



5 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité vendredi du projet d'un dialogue national au Soudan pour parvenir à une paix durable ainsi que des progrès réalisés par les parties prenantes soudanaises pour préparer ce processus.

M. Ban « se félicite, en particulier, de la signature aujourd'hui d'un accord entre les représentants du Comité préparatoire du G7+7 pour le dialogue national et du Groupe de la déclaration de Paris, comprenant le Parti national Umma et les mouvements armés. Il félicite les parties concernées pour ce résultat », a dit son porte-parole dans une déclaration

à la presse.

« Le Secrétaire général encourage toutes les parties prenantes, notamment le gouvernement, à garantir l'établissement d'un environnement propice à un dialogue inclusif, transparent et crédible, comme prévu dans l'accord signé aujourd'hui. Cela inclut une cessation des hostilités, la garantie des libertés politiques, y compris la liberté d'expression et de réunion, la libération des détenus politiques et d'autres mesures de renforcement de la confiance », a-t-il ajouté.

« Le Secrétaire général souligne qu'un dialogue inclusif, libre et transparent est essentiel pour s'attaquer aux causes profondes des crises récurrentes au Soudan et parvenir à une paix durable », a encore déclaré le porte-parole. « Le Secrétaire général félicite le Groupe de haut-niveau de l'Union africaine chargé de la mise en oeuvre, dirigé par le Président Thabo Mbeki, pour ses efforts inlassables afin d'aider les Soudanais à trouver une solution pacifique aux conflits au Soudan. Il réitère le soutien durable des Nations Unies à ce processus. »

A l'occasion de la Coupe du monde de rugby, le PAM va sensibiliser le public sur la faim



5 septembre - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et l'International Rugby Board (IRB), l'organisme international qui gère le rugby, se sont alliés pour lever des fonds et sensibiliser le public dans le cadre de leur partenariat contre la faim pour la Coupe du monde de rugby 2015 en Angleterre.

« A l'horizon du troisième plus grand événement sportif du monde, qui débutera le 18 septembre 2015, notre objectif est de relever le défi 'Un Million de Repas', qui récoltera des fonds pour permettre au PAM de fournir des repas aux enfants dans les écoles des pays en développement, a expliqué vendredi l'agence onusienne.

« Plus de 21.000 dollars ont déjà été récoltés grâce à des dons sur internet lors de la vente des billets à la Communauté du rugby anglais. Et, avec l'ouverture des ventes publiques de billets le 12 septembre, la famille du rugby s'apprête à faire de cette campagne un succès », a ajouté le PAM.

« Il existe un lien puissant entre une bonne nutrition et l'excellence sportive. En tant que plus grande organisation humanitaire du monde, le PAM contribue à garantir que les jeunes enfants reçoivent la nourriture dont ils ont besoin pour atteindre leur potentiel physique et intellectuel », a déclaré la Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin. « Le partenariat 'Plaquer la Faim' avec l'IRB montre que la communauté mondiale du rugby peut jouer un rôle clé en nous aidant à lutter contre la faim. »

La Coupe du monde 2015 mettra le rugby et ses valeurs à l'honneur avec plus de 2,3 millions de fans attendus pour les 48 matchs qui se dérouleront sur six semaines. Comme lors des précédentes Coupe du monde de rugby depuis 2003, le partenariat contre la faim occupera une place importante tout au long du tournoi dans tous les médias.

Maintenant dans sa onzième année, le partenariat « Plaquer la Faim » du PAM et de l'IRB a été lancé lors de la Coupe du monde de rugby 2003 en Australie.

UNESCO : 10 ans après la catastrophe de 2004, exercice d'alerte au tsunami dans l'océan Indien



5 septembre - Dix ans après le tsunami dévastateur de 2004, 24 pays riverains de l'océan Indien participeront les 9 et 10 septembre à un exercice de simulation de grande ampleur pour tester le Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien, organisé sous les auspices de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

« Il s'agit de mesurer la capacité et la rapidité de réactions des différents acteurs concernés de la région pour faire face à ce type d'événement peu fréquent mais potentiellement destructeur », a expliqué vendredi l'UNESCO dans un communiqué de presse.

Cet exercice, baptisé « IOWave14 », repose sur un double scénario : le premier prévoit la survenue, le 9 septembre (0h00, temps universel), d'un séisme d'une magnitude de 9,1 au sud de Java, en Indonésie. Le deuxième scénario prévoit quant à lui un tremblement de terre d'une magnitude de 9 se produisant le 10 septembre (6h00 temps universel) dans la zone de Makran au sud de l'Iran et du Pakistan. Dans les deux scénarios, il est prévu que les séismes se traduisent par un tsunami affectant tout l'océan Indien.

L'exercice sera conduit en temps réel. Les bulletins d'alerte seront émis par les prestataires régionaux de services relatifs aux tsunamis dans la région que sont l'Australie, l'Inde et l'Indonésie et envoyé aux points focaux pour l'alerte aux tsunamis.

Ce test est destiné à évaluer le bon fonctionnement des flux de communication entre les différents acteurs concernés, l'état de préparation des pays et la bonne marche des dispositifs d'urgence. Des exercices d'évacuation des populations côtières seront également menés dans plusieurs pays. Le test sera suivi d'une évaluation permettant de d'identifier les lacunes du Système afin d'augmenter son efficacité.

Au lendemain de la catastrophe de 2004, les pays riverains de l'océan Indien avaient manifesté la volonté de mettre en place un Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien (IOTWS). Grâce à l'appui de la Commission océanographie intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, un Groupe intergouvernemental de coordination a été constitué afin de fournir un mécanisme de gouvernance au nouveau Système, devenu opérationnel en 2011.

Les 24 pays riverains participant à l'exercice sont : Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Comores, France (Réunion), Inde, Indonésie, Iran, Kenya, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maurice, Mozambique, Myanmar, Oman, Pakistan, Seychelles, Singapour, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Timor-Leste, Yémen.